



Les futures étapes pour mettre fin à l'apartheid israélien : Entretien avec Omar Shakir, de Human Rights Watch

Description

Par Jeff Wright, le 24 Mai 2023

« Bien qu'un changement de discours soit perceptible, nous devons le traduire en actions pour démanteler l'apartheid. »



Omar Shakir, de Human Rights Watch

Omar Shakir, de Human Rights Watch, a participé en début de semaine   un séminaire sur le campus de l universit  de Denver, o ¹ il y a tout juste un mois, le professeur Nader Hashemi, directeur du Centre d tudes sur le Moyen-Orient   l cole Josef Korbel d tudes internationales de l universit  et professeur associé de politique islamique et du Moyen-Orient, [avait annoncé](#) son départ forcé.

L [Association des étudiants diplômés de Korbel](#) (KGSA) a présenté le séminaire intitulé  « Israël a-t-il été faussement désigné comme un état d apartheid ?  » L association avait sondé ses membres au début de l ann e et découvert que, plus que tout autre sujet, les étudiants voulaient en savoir plus sur ce qui se passe en Palestine et en Israël. Lynn Chlela, boursière libanaise Fulbright 2023 et responsable du programme de l Institute for Comparative & Regional Studies, a déclaré   *Mondoweiss* :  « Cette année a posé des défis importants pour discuter du conflit Palestine-Israël dans les campus américains, en particulier en ce qui concerne la liberté académique  ».

« Initialement, cet événement n'allait pas avoir lieu », a déclaré Mme Chlela, car le départ imminent de M. Hashemi limitait sa capacité à prendre les dispositions nécessaires. « L'Association s'est sentie obligée d'intervenir, de prendre position, de compléter et de renforcer la valeur de la liberté académique », a expliqué Mme Chlela. Beaucoup de nos étudiants sont impliqués dans la recherche sur ce conflit ou sont originaires de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. À la suite de l'incident impliquant le professeur Nader Hashemi, la tension est montée d'un cran, les étudiants craignaient des répercussions potentielles sur leurs recherches et leurs positions personnelles concernant la Palestine-Israël. Par conséquent, nous avons décidé d'organiser cet événement, dans le but de briser le tabou et de favoriser des discussions ouvertes au sein de la communauté Korbél, sans crainte. Nous espérons qu'en organisant cet événement avec M. Shakir, nous pourrions redéfinir les limites des événements académiques à Korbél, en particulier sous l'angle des droits de l'homme ».

D'autres départements de l'École Korbél ont co-organisé l'événement : le [SiChou-Kang Center for International Security and Diplomacy](#); l'[Institute for Comparative and Regional Studies](#); et le [Center for Middle East Studies](#).

Les lecteurs savent sans doute qu'Omar Shakir, 38 ans, ancien boursier Fulbright en Syrie, titulaire d'un diplôme de droit de la Stanford Law School et d'une maîtrise en études arabes de la Georgetown University's School of Foreign Affairs, est directeur du département Israël et Palestine de Human Rights Watch (HRW). M. Shakir est le principal auteur du rapport de 213 pages de HRW datant de 2021, [A Threshold Crossed](#) (Un seuil franchi), qui documente la façon dont les autorités israéliennes commettent des crimes contre l'humanité, l'apartheid et de persécution à l'encontre des Palestiniens.

Avant d'occuper son poste actuel, M. Shakir a été chercheur au Center for Constitutional Rights, où il s'est concentré sur les politiques américaines de lutte contre le terrorisme, notamment la représentation juridique des détenus de Guantanamo. En 2013-2014, en tant que chercheur à HRW, il a enquêté sur les violations des droits de l'homme en Égypte, y compris [le massacre de Rabaa](#), l'un des plus grands massacres de manifestants en une seule journée.

En 2019, M. Shakir a été expulsé d'Israël en raison de son plaidoyer en faveur des droits de l'homme pour les Palestiniens, fondé sur le droit international et les conventions relatives aux droits de l'homme.

Mondoweiss a interviewé M. Shakir avant la table ronde du 15 mai, modérée par Mme Chlela et à laquelle ont participé plus de 70 étudiants, professeurs et membres du grand public. Tom Farer, professeur à l'Université de Dublin et ancien doyen de l'École Korbél, a participé à la table ronde avec M. Shakir. Le texte suivant a été écrit pour plus de clarté.

Jeff Wright : Je suis curieux de connaître vos racines, ce qui vous a attiré dans ce travail ?

Omar Shakir : Je suis un Américain d'origine irakienne, né en Californie. Mes parents étaient originaires d'Irak. Je suis allé à l'université pendant la guerre d'Irak et la deuxième Intifada. En tant qu'étudiant et militant, je me suis passionné pour ce sujet. Je voulais mieux comprendre sa complexité et j'ai donc passé du temps à vivre dans la région. J'ai obtenu une maîtrise. Je voulais réfléchir à la manière dont je pouvais participer à la promotion des

droits de l'homme.

Selon vous, quel a été l'impact du rapport sur l'apartheid publié en 2021 par Human Rights Watch, A Threshold Crossed ?

Il est difficile d'isoler notre rapport des autres, de l'ensemble des travaux qui ont été présentés. Il y a Yesh Din, B'Tselem, Amnesty, entre autres. La plupart des gens l'oublie, mais ce sont les Palestiniens qui écrivent sur ce sujet et le documentent depuis des décennies. La communauté internationale n'a pas suffisamment soutenu. En fin de compte, le récit de l'apartheid a contribué à démonter la mascarade du processus de paix entre deux parties engagées dans un conflit prolongé.

Je pense qu'il y a une plus grande reconnaissance. Il suffit de regarder le nombre d'États, d'organisations et d'individus qui reconnaissent la réalité pour ce qu'elle est, par rapport à il y a plusieurs années. Cela se traduit dans différents domaines. L'apartheid fait l'objet d'un débat ouvert dans les parlements du monde entier. Les Nations unies disposent désormais d'une commission enquêtrice qui examine les deux côtés de la ligne verte et dispose d'un mandat permanent. De nombreuses données différentes suggèrent qu'il y a eu un changement.

Et cela se traduit dans l'opinion publique. Il existe de bonnes données enquêtrices. Certains mécanismes de l'architecture internationale sont en train de changer. Il y a plus d'action. Mais cela n'a pas changé la réalité sur le terrain. En fin de compte, c'est cette norme qui devrait être la voie de tout jugement. Et, ce jour, la situation n'a pas changé. J'espère que cela changera. Le chemin est long.

Certains remettent en question, voire critiquent le rapport, affirmant qu'il ne va pas assez loin dans l'identification du colonialisme de peuplement comme racine du problème. Quelle est votre réponse ?

Permettez-moi de commencer par dire que l'apartheid est clairement défini dans le droit international. Pour nous, notre mandat relève du droit international, en particulier des droits de l'homme et du droit humanitaire. Nous documentons les faits, nous appliquons le droit et nous prenons des décisions fondées sur le droit.

Le colonialisme de peuplement est un terme d'une importance cruciale, mais il est de nature académique et non juridique. Notre mandat nous impose de nous concentrer sur le droit, y compris sur des crimes tels que l'apartheid. Mais les crimes, bien sûr, s'inscrivent dans un contexte plus large. Un travail important a été réalisé par les Palestiniens en particulier et par des universitaires pour replacer l'apartheid dans son contexte plus large. J'encourage les gens à lire le rapport de Human Rights Watch en même temps que ces analyses essentielles.

Je voudrais également souligner que l'interdiction de l'apartheid elle-même est le résultat de l'action des activistes d'Afrique du Sud pour lutter contre les abus associés aux contextes coloniaux/post-coloniaux : expropriation de terres, transferts massifs de populations. Le rapport de Human Rights Watch et de nombreux autres rapports ont été très clairs en ne se contentant pas de parler exclusivement de la situation actuelle, mais en évoquant les origines historiques et en cherchant des remèdes qui attaquent la répression structurelle et historique.

J'ai publié aujourd'hui, à l'occasion du 75e anniversaire de la Nakba, [un article](#) sur les réfugiés et l'importance du droit au retour en vertu du droit international. Le rapport parle de démanteler toutes les formes de privilèges et de discrimination. Nous parlons du démantèlement des colonies. Je pense que l'on croit à tort que l'apartheid signifie simplement laisser tout en l'état, y compris les colons, et donner à chacun les mêmes droits, sans attaquer l'oppression structurelle et historique. Mais l'analyse de l'apartheid est beaucoup plus solide et les recommandations que beaucoup d'entre nous ont émises vont beaucoup plus loin.

HRW a-t-elle payé le prix de son rapport ?

Pas vraiment, honnêtement. L'analogie que j'ai utilisée est que l'empereur ne porte pas de vêtements. Les gens savent qu'il s'agit d'un apartheid. Beaucoup ne pensaient tout simplement pas qu'il était acceptable de le dire. Notre rapport était en quelque sorte une autorisation pour les personnes qui s'inquiétaient des réactions qu'ils pouvaient susciter. Ils peuvent désormais dire que Human Rights Watch, Amnesty, ont dit cela. Il est plus facile de le dire. Oui, nous sommes confrontés à des réactions négatives. Mais nous avons été attaqués bien avant la publication de ce rapport. Oui, nous avons perdu des partisans au fil des ans en raison de notre travail sur Israël et la Palestine. Est-ce significatif ? Absolument. Mais est-ce quelque chose de comparable à ce que subissent les ONG palestiniennes qui sont interdites ? Absolument pas.

Vous êtes l'auteur d'un rapport de 2018 intitulé « Arrestations arbitraires et torture sous autorité palestinienne et le Hamas », résultat d'une enquête de deux ans sur les mécanismes de répression créés par les autorités de Cisjordanie et de Gaza, qui ont entraîné des dizaines d'arrestations arbitraires pour avoir critiqué pacifiquement les autorités, en particulier sur les réseaux sociaux, parmi les journalistes indépendants, sur les campus universitaires et lors de manifestations. » Quelle a été la réaction de Human Rights Watch ?

Le rapport a été bien couvert. Une conférence de presse a eu lieu à Ramallah en présence de tous les principaux médias, y compris le NYT et d'autres médias américains. Le rapport a incité de nombreux États, lors de réunions privées, à soulever la question et à faire pression sur l'AP [Autorité palestinienne]. C'est un peu plus compliqué avec le Hamas, car de nombreux pays n'ont pas de contact direct avec lui.

Quels sont les résultats ?

Malheureusement, les abus se poursuivent, c'est tout ce qu'il faut retenir. Mais je pense que l'on accorde davantage d'attention à ces questions. En 2019, l'Autorité palestinienne a publié une déclaration disant : « Il n'y aura plus d'arrestations politiques. » Bien entendu, les arrestations ont continué. Mais au moins, l'attention portée à ces questions les a obligés à répondre de leurs abus. Certaines personnes au sein de l'Autorité palestinienne tentent de lutter contre ces problèmes.

Le problème, c'est que ce sont les services de sécurité qui mènent la danse. Abu Mazen [Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne] cède de plus en plus de pouvoir à des personnes comme Hussein Al-Sheikh [secrétaire général du Comité exécutif de la libération de la Palestine] et Majid Farraj [chef des services de renseignements généraux de l'Autorité]

palestinienne]â?i ces personnes prennent de plus en plus le contrÃ´le. Les chefs de ces services de sÃ©curitÃ© abusifs faisant de plus en plus la pluie et le beau temps au sein de lâ??AP, il ne faut pas sÃ©tonner que lâ??AutoritÃ© palestinienne continue de violer systÃ©matiquement les droits de lâ??homme et que de plus en plus de Palestiniens en aient assez de leurs dirigeants et fassent entendre leur voix.

Bien que certaines parties de lâ??AutoritÃ© palestinienne tentent dÃ©amÃ©liorer ces pratiques, lâ??autoritÃ© sous-jacente est profondÃ©ment rÃ©pressiveâ?!. Les Palestiniens sont confrontÃ©s Ã de multiples autoritÃ©s qui les Ã©crasent. Lâ??AutoritÃ© palestinienne est devenue complice de la rÃ©pression des Palestiniens. Elle fait partie de cette histoire.

Comment faites-vous votre travail Ã partir dÃ©ici, aprÃ©s avoir Ã©tÃ© expulsÃ© par lâ??Ã©tat dÃ©IsraÃ©l ?

Human Rights Watch travaille dans de nombreuses rÃ©gions du monde oÃ¹ les pays nous bloquent lâ??accÃ©s. Faites votre choix : La Chine, la CorÃ©e du Nord, lâ??Ã©gypte, le Venezuela. Je suis restÃ©e dans mon rÃ©le, parce que Human Rights Watch ne voulait pas donner Ã IsraÃ©l â?? ou Ã nÃ©importe quel pays â?? un droit de veto sur les personnes qui exercent cette fonction. DÃ©s quâ??IsraÃ©l aura rÃ©ussi, tous les autres pays suivront le mÃªme schÃ©ma. Nous avons pris lâ??habitude de travailler Ã distance, si nÃ©cessaire. Ã? bien des Ã©gards, nous sommes dans une meilleure situation en IsraÃ©l et en Palestine. Nous avons toujours des chercheurs locaux sur le terrain.

Je travaille en Ã©troite collaboration avec notre Ã©quipe locale. Nous travaillons en partenariat avec des organisations israÃ©liennes et palestiniennes de dÃ©fense des droits de lâ??homme. Nous venons dÃ©envoyer un chercheur principal sur le terrain pour Ã©tablir les faits, donc lorsque nous avons besoin dÃ©une expÃ©rience supplÃ©mentaire sur le terrain, nous la faisons venir. Nous utilisons ces ressources ensemble. En fin de compte, nous travaillons sur les mÃªmes questions quâ??auparavant, avec la mÃªme mÃ©thodologie, la mÃªme rigueur. Et je le fais de lâ??extÃ©rieur. Parfois avec des moyens technologiques, souvent en prenant les rapports de terrain de mon Ã©quipe, en les examinant, en les parcourant et en faisant lâ??analyse juridique en mÃªme temps quâ??eux. Nous trouvons des moyens de poursuivre le travail de Human Rights Watch. Je ne fais quâ??en prendre part.

Les rapports de Human Rights Watch, de BÃ©tselem, dÃ©Amnesty et dÃ©autres organisations sont dÃ©une aide prÃ©cieuse pour ceux qui sÃ©efforcent, en tant que membres du mouvement populaire de la sociÃ©tÃ© civile, de faire respecter les droits de lâ??homme et la justice pour les Palestiniens. Quel rÃ©le cela a-t-il jouÃ© dans la production par HRW de Ã© A Threshold Crossed Ã© ?

Nous Ã©tions conscients de [notre rÃ©le]. Il est Ã©vident que nous devons parvenir Ã nos conclusions selon nos propres termes, sur la base de notre propre mÃ©thodologie. Mais nous Ã©tions conscients que de nombreuses personnes [soulevaient la question de lâ??apartheid] et en payaient le prix, et que cela ne faisait pas partie de la conversation gÃ©nÃ©rale. Nous avons conclu Ã lâ??apartheid parce que cÃ©est la conclusion exacte, cÃ©est ce que nos recherches ont montrÃ©. Mais nous avons Ã©galement estimÃ© que cela pouvait contribuer Ã normaliser et Ã faire avancer la conversation.

Quel est le travail inachevÃ© pour HRW ?

Malheureusement, tout est inachevé. Sur le terrain, nous sommes confrontés à une situation de répression sans précédent. Bien qu'un changement de discours soit perceptible, nous devons le traduire en actions, pour démanteler l'apartheid, mettre fin au bouclage de Gaza, veiller à ce que les auteurs d'abus graves rendent des comptes, empêcher que ce que nous venons de voir à Gaza ne se répète encore et encore, arrêter les colonies, démanteler les colonies et mettre fin à la torture arbitraire par les autorités palestiniennes, par les autorités israéliennes. Pour nous, malheureusement, ce travail est en grande partie inachevé.

Dites-nous ce que vous regrettez personnellement du fait de ne pas pouvoir être sur place, sur le terrain.

J' hésite à répondre à cette question parce que je ne suis pas Palestinien. Je pense à aujourd'hui, au 75e anniversaire de la Nakba, aux millions de réfugiés qui, comme leurs grands-parents et leurs parents, n'ont jamais eu la chance de retourner dans leur pays d'origine. Je ne peux pas parler de perte, car j'ai eu le privilège de vivre 2 ½ ans à -bas et c'est quelque chose que je chérirai pour le reste de ma vie. Mais ce que je peux dire, c'est que c'est toujours difficile parce que j'ai développé des relations et des liens profonds. J'aime cet endroit, j'aime les gens, et je n'ai jamais eu autant de joie et d'honneur qu'en travaillant chaque jour avec des Palestiniens, des Israéliens et d'autres défenseurs des droits de l'homme. Il est très difficile de ne pas être sur le terrain avec eux. Il est difficile de le faire de l'extérieur. En fin de compte, ce sont les cartes qui m'ont été distribuées. Nous allons faire de notre mieux. Nous nous battons pour qu'il y ait un meilleur avenir pour tous.

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction : AGP pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. amnesty
2. apartheid
3. colonies
4. Human rights watch
5. interview
6. Israël
7. Mondoweiss
8. Omar Shakir
9. palestine
10. rapport

date créée

2023/05/25